

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

N° PM 026/036

PORTANT REGLEMENTATION DES DEJECTIONS ANIMALES SUR LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL DE LA FLOTTE

Le Maire de la Commune de la Flotte,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la police municipale et à la salubrité publique ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment l'article L.211-22 relatif à la divagation des animaux et à la responsabilité de leur détenteur ;

Vu le Code pénal, notamment l'article R.634-2, réprimant le dépôt de déchets sur la voie publique ;

Vu le Code de la santé publique ;

Considérant que les déjections animales, et en particulier celles des chiens, portent atteinte à la salubrité publique, à l'hygiène, à la sécurité des usagers et à la qualité du cadre de vie ;

Considérant qu'il appartient au Maire de prévenir et faire cesser les nuisances de nature à compromettre la propreté et la salubrité des voies et espaces publics ;

Considérant la nécessité d'assurer le respect des règles élémentaires de civisme et de propreté sur l'ensemble du territoire communal ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : Il est interdit de laisser déposer des déjections animales, et notamment canines, sur l'ensemble du domaine public communal, incluant notamment :

- Les voies publiques,
- Trottoirs et accotements,
- Places, parkings,
- Espaces verts, jardins publics,
- Plages, chemins piétonniers,
- Aires de jeux et abords des établissements recevant du public.

ARTICLE 2 : Tout détenteur ou accompagnateur d'un animal est tenu de procéder immédiatement au ramassage des déjections produites par celui-ci, par tout moyen approprié, et de les éliminer dans des conditions conformes aux règles d'hygiène.

ARTICLE 3 : Le détenteur ou la personne ayant la garde de l'animal au moment des faits est réputé responsable de toute infraction aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Les infractions au présent arrêté sont constatées par procès-verbal par les agents habilités. Elles sont réprimées conformément à l'article R.634-2 du Code pénal, constituant une contravention de 4^e classe, passible d'une amende forfaitaire de 135 euros.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de La Flotte.

ARTICLE 6 : le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal Administratif de Poitiers – Hôtel Gilbert – 15, rue de Blossac – CS 80541 – 86020 Poitiers Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

ARTICLE 7 : Le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Martin de Ré et le service de Polices Municipale et rurale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Pour Ampliation :

- Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de St Martin de Ré,
- Le service des Polices Municipale et Rurale

Fait à La Flotte, le 23/01/2026

Le Maire,

Jean-Paul HERAUDEAU

